

**Université Paris III Sorbonne Nouvelle
UFR d'Etudes Européennes
Master 1 d'Etudes Européennes**

**Cours de Mme Svetla Moussakova
“Histoire culturelle de l'Europe centrale et orientale”**

**« L'image des Turcs en Bulgarie : mémoires et
identité en question »**

Nassira El Moaddem

Année Universitaire 2007/2008

Plan

I) L'image du Turc dans les mentalités bulgares aux XIXème et XXème siècles : identité, mythes et mémoires en question

A) Images du “Turc” dans la littérature bulgare

- a) *Les Turcs figures négatives des étrangers en terre chrétienne*
- b) *Images positives du “Turc”*

B) “Lieux de mémoire” : diffusion et transmission de la mémoire collective

- a) *Manuels scolaires : vecteurs de l'histoire officielle*
- b) *Musée identitaire : de la promotion de la mémoire officielle*

II°) Les Turcs en Bulgarie : entre exclusion et intégration politique, sociale et culturelle:

A) Les politiques d'exclusion à l'égard des Turcs: assimilation, discriminations et expulsions

- a) *Les débuts du communisme à l'égard des Turcs*
- b) *Exodes, assimilations et bulgarisation des Turcs*

B°/ Recouvrement des droits de la minorité turque et processus d'intégration politique et sociale :

- a) *Recouvrement des droits culturels et linguistiques*
- b) *Le rôle du MDL*

Conclusion

Bibliographie

Vocabulaire

Annexes

Introduction :

Dans une région balkanique où les tensions ethniques sont si tristement monnaie courante depuis des décennies, la situation bulgare fait preuve selon certains commentaires de havre de paix et d'îlot de tolérance interculturelle. L'absence de visibilité médiatique de cet Etat d'Europe orientale empêche au public d'en savoir plus sur les processus politiques et sociaux mis en oeuvre depuis la fin de l'époque communiste. Etat à faible démographie, la Bulgarie compte environ 8 millions d'habitants et en son sein une "minorité majoritaire" de près de 800 000 personnes à savoir les Turcs Bulgares, entre 150 000 et 200 000 Pomaks et de Roms (voir carte **Annexe 1**). Les Turcs constituent donc une part non négligeable du tableau démographique bulgare. L'enjeu de cette présentation est d'essayer de jeter un regard sur cette partie de la population nationale qui de part l'histoire de la présence ottomane depuis le 14ème siècle jusqu'à l'indépendance bulgare de 1878 jusqu'aujourd'hui, est l'objet d'images figées, de stéréotypes liées notamment à la mémoire souvent revisitée de l'époque ottomane. Après avoir été victimes de politiques discriminatoires notamment à la fin du régime communiste, les Turcs deviennent au sein de la communauté nationale les acteurs de leur propre histoire.

I) L'image du Turc dans les mentalités bulgares aux XIXème et XXème siècles : identité, mythes et mémoires en question

A) Images du "Turc" dans la littérature bulgare

a) Les Turcs figures négatives des étrangers en terre chrétienne

La figure péjorative et monolithique du "Turc" dans la littérature bulgare est tout d'abord due au déficit en sources fiables en Bulgarie sur la période qui suit l'invasion et surtout à la transmission vive et douloureuse dans la littérature et dans le folklore de la mémoire. Les thèses de l'historiographie qualifient d'ailleurs de "catastrophe nationale" la période de ce qui est appelée communément la "**domination ottomane**" jouant sur les émotions et sur la douleur. Deux ouvrages sont considérés comme fondateurs à la fois dans le mouvement fin XVIIIème et XIXème de l'"**éveil national**" et dans la transmission d'une image négative des Turcs dans la littérature bulgare.

Tout d'abord l'Histoire slavo-bulgare de 1762 de Païssii de Hilendar est une oeuvre fondatrice du réveil national bulgare : l'auteur veut éveiller une conscience identitaire et appelle ses compatriotes à affirmer leur "bulgaritude" politiquement devant les Ottomans mais aussi culturellement devant les Orthodoxes grecs. On accorde à cet ouvrage la paternité de l'image négative des Turcs présentés comme des tyrans, cruels pilleurs, voleurs, irrespectueux de la foi chrétienne et du caractère monolithique de l'image donnée pour désigner le Turc, personnage presque mythique de la représentation ottomane¹; Païssii de Hilendar est le premier à évoquer la notion de "**joug turc**" réutilisée à de nombreuses reprises notamment par le pouvoir bulgare dans sa rhétorique officielle sur la période ottomane (extrait).

On retrouve cette même propension dans l'ouvrage de Sophroni de Vratsa au début du XIXème siècle, intitulé "Vie et tribulations du pécheur Sophroni". Il s'agit ici d'un récit autobiographique rajoutant au récit la puissance des souffrances personnelles causée par la présence

1 Marie Vrinat-Nikolov est Professeur agrégé de Lettres Classiques et enseigne le Bulgare à l'INALCO: "L'image du "Turc" dans la prose bulgare des XIXème et XXème siècles : Thème et variations sur un mythe identitaire balkanique", page 2, article en ligne sur le site de l'Académie Bulgare des Sciences, consulté le 29 mars 2008 : http://www.ilit.bas.bg/include.php?file=vrina2_r

des Turcs². La littérature bulgare jouera d'ailleurs beaucoup sur ce côté émotionnel voire parfois sur des sentiments nationaux si ce n'est nationalistes dans la transmission de la mémoire.

Pour l'historienne Rossitsa Gradeva, auteure de nombreuses études sur l'histoire de l'empire ottoman, la distinction établie réside sur des critères non pas de nationalité mais de religion opposant Musulmans à Chrétiens et assimilant donc Turcs à Musulmans participant alors de ces tous presque totalitaires, englobant et stéréotypées dans la perception de l'autre et dans la perception des Turcs³.

Ainsi le caractère étranger passe par le religieux et c'est la religion qui revient comme un leitmotiv dans les récits évoquant la domination des Turcs. Tout d'abord, cette présence étrangère est interprétée comme un fléau divin comme une punition de Dieu à l'encontre de Chrétiens incapables de surmonter leur pêchés et leurs luttes internes; de plus, la religion musulmane est vue comme une menace pour la chrétienté de par la thèse des conversions forcées à l'Islam réalisées par les Turcs voire les conversions volontaires de certains Bulgares; on retrouve cette thèse du châtement divin dans le roman intitulé Panagyrique de Philotée de Iossaf de Vidine, écrit en 1395, donc déjà très tôt et dans "Vie du nouveau Georges de Sofia" écrit par le pape Péio au XVIème siècle où l'on voit le personnage de Georges tenté par "les sales musulmans" qui l'incitent à abjurer sa foi au moyen de la "ruse" en lui promettant un beau et riche mariage, des cadeaux, de l'amitié et une ascension sociale ce qui déjà relativise le tableau sombre d'exclusives islamisations forcées perpétrées par les Turcs⁴. Pour désigner les Turcs, référence donc à l'Islam avec des qualificatifs récurrents comme "barbares, infidèles, impies, païens ou bien encore diables".

Dans ce qui est considéré comme le premier roman bulgare, "Sous le joug" écrit en 1889 par Ivan Vazov, le récit de la domination ottomane décrit certes certains dignitaires ottomans comme justes et respectueux mais dans l'ensemble le roman manque de nuances : il parle de la cruauté gratuite des Turcs, les qualifie de "malfaisants, de débauchés prêts à violer les jeunes chrétiennes (là encore référence à la religion), d'hommes avides d'or, et d'argent, facilement corruptibles" ; on les assimilent même à "des bêtes, à des fauves, à des monstres sanguinaires, des païens, des tyrans opposés aux Bulgares, vifs et intelligents" ; ce sont, selon le roman, "des ennemis qu'il faut tuer le plus vite possible"; physiquement les Turcs sont représentés par le turban sur la tête, le pantalon bouffant, un revolver, un couteau porté à la ceinture dans un fourreau de cuir⁵.

Certains ouvrages nuancent le tableau pour pointer du doigt une autre composante de la société à savoir les Grecs dont la pensée et la présence culturelle et religieuse est vue par Konstantin Petkanov dans sa trilogie "Moisson" en 1930-1933 où il écrit "l'ennemi le plus dangereux n'est pas le Turc mais le Grec. Les grecs sont alors vus culturellement comme une menace pour l'identité culturelle des Bulgares (à l'époque l'enseignement était donné en grec). On peut aussi lire: " Les Turcs ne sont pas très méchants; les Turcs sont stricts mais ne sont pas fourbes comme les Grecs"⁶.

L'exemple de l'ouvrage d'Anton Dontchev paru en 1964, véritable succès littéraire intitulé "Le Temps de la Rupture" montre la pérennité du thème des Turcs, ennemis nationaux par excellence surtout dans un contexte où le traitement des minorités musulmanes du pays par les autorités communistes au pouvoir était largement discriminant nous le verrons; le livre est d'ailleurs régulièrement réédité et a fait l'objet en 2002 d'une manifestation officielle organisée sous l'égide du Président de la République pour sa 16ème réédition en Bulgarie; l'ouvrage nourrit le thème de l'islamisation "massive et forcée" dont ont été victimes les Bulgares par les Turcs; comme dans d'autres ouvrages de la même veine que nous venons d'aborder celui ci en va des mêmes stéréotypes

2 Marie Vrinat-Nikolov, *ibid.* page 2.

3 Marie Vrinat-Nikolov, *ibid.* page 2.

4 Marie Vrinat-Nikolov, *ibid.* pages 2 et 3.

5 Marie Vrinat-Nikolov, *ibid.* pages 4 et 5.

6 Marie Vrinat-Nikolov, *ibid.* page 5.

en les renforçant et en jouant sur le drame et l'émotion pour sensibiliser le lecteur ; selon Marie Vrinat-Nikolov, les traits sont tellement forcés que la narration devient presque mythologique et "caricaturale" ce que la critique a d'ailleurs bien souligné; l'universitaire rappelle que le livre "entretient aujourd'hui encore un état d'esprit nationaliste au sein d'une large fraction de la population bulgare " et que l'auteur du roman lors d'une interview a confié "avoir été invité à écrire un roman sur ce thème (...) avec un contenu défini"⁷. Le roman sera d'ailleurs adapté au cinéma en 1987 sous le même titre, réalisé par Ljudimil Stajkov et celui-ci est d'ailleurs régulièrement diffusé à la télévision bulgare. Le choix de la date, on l'aura remarqué n'est évidemment pas innocent étant donné que c'est la décennie des années 1980 qui connaît une véritable montée des politiques discriminatoires à l'égard des Musulmans et des Turcs tout particulièrement. Le roman d'Anton Dotchev ainsi que l'adaptation cinématographique seront des supports précieux pour le pouvoir jivkovien dans sa politique de processus de renaissance nationale.

L'ouvrage de Tsani Guintchev "Gantcho Kosserkata" de 1890 relate en abondance le thème des jeunes filles chrétiennes enlevées par les Turcs, turcisées de force et des qualificatifs négatifs et stéréotypés pour décrire ces derniers: "cruels, arbitraires, rusés, paresseux, luxueux, fanatiques et prônant le prosélytisme"⁸... Mais c'est dans ce même ouvrage et dans d'autres d'ailleurs, que l'on retrouve la notion de bon voisinage qui permet aux Bulgares de lier des amitiés même avec les Turcs.

Ce qui est intéressant c'est de voir malgré cette vision négative et caricaturale des Turcs, des récits voyant dans ces derniers des individus un peu naïfs et surtout doués de qualités humaines.

b) Images positives du "Turc"

Il est nécessaire de faire l'équilibre entre des oeuvres participant de l'éveil national qui proposaient chacune de leurs façons une vision négative des Turcs et ceux qui autant que faire se peut essayaient d'apporter une image plus positive et de souligner le quotidien fait d'amitié, d'entente, et de liens entre les Bulgares et les Turcs.

Ainsi, "Abraham le Poivrot" d'Angel Wagenstein est un roman qui dépeint Plovdiv, ville de Bulgarie comme une sorte de "Babylone des Balkans" avec une certaine nostalgie de l'auteur où il vécut ses premières années dans une cité où Grecs, Tziganes, Albanais, Turcs, Arméniens et Bulgares vivaient en harmonie.

Dans l'ouvrage "Le prix de l'or" de Guentcho Stoev écrit en 1968, le récit relate la destruction d'un village dont les Bulgares sont victimes et leur assassinat. Ensuite Stoev nous propose le regard du Turc Ismail Aga, qui tente de sauver les rescapés d'une famille bulgare avec laquelle il entretient des relations d'amitié ou du moins de respect mutuel. Ce récit tranche sans conteste avec l'image négative des Turcs dans la littérature bulgare. On le décrit comme très moral, sensible au sens de l'amitié, généreux, doté d'une grande abnégation⁹.

Ivan Vazov, qui nous l'avons vu en 1889 dans "Sous le joug" ne mâche pas ses mots sur des Turcs qu'il qualifie entre autres de "bêtes et de tyrans", écrit en 1888 dans "Grand Père Nestor" : "Sous les Turcs, ce n'était pas bon, c'est sûr mais quand on tombait à genoux, quand on donnait un petit pot de vin, on trouvait pitié, même si on avait tué un homme. Non, non, il y avait de l'humanité chez les Turcs. Ils battaient mais ils pardonnaient; c'était un peuple miséricordieux; alors que nous sommes des fauves, Seigneur, pardonne-nous!"¹⁰.

7 Marie Vrinat-Nikolov, *ibid.* page 9.

8 Marie Vrinat-Nikolov, *ibid.* page 4.

9 Marie Vrinat-Nikolov, *ibid.* page 6.

10 Marie Vrinat-Nikolov, *ibid.* page 6.

Dans les Notes sur les Insurrections bulgares, écrites entre 1884 et 1892, Zakhari Stoyanov propose l'image traditionnelle et stéréotypée des Turcs que l'on a déjà évoqué. Mais l'auteur souligne aussi leur humanité, leur naïveté, leur compassion et fait preuve aussi d'une certaine objectivité assez rare pour l'époque alors que le pays vient à peine de recouvrir son indépendance; Ainsi, il n'hésitait pas à dénoncer l'autoritarisme russe autant que la domination ottomane: "Qu'avons-nous à faire de la Russie lorsqu'on y frappe tout autant qu'en Turquie?". L'auteur réalise une distinction entre les peuples et les gouvernants en écrivant: " Nous ne nous insurgons pas contre le peuple turc, mais contre le gouvernement turc (...). Nous considérons comme frères tous les peuples et nationalités qui sympathisent à notre noble et sainte cause quelles que soient leur religion et leur nationalité"¹¹.

En 1964, Vera Mutaftchiéva historienne spécialisée dans l'histoire de l'empire ottoman et écrivain, publie un roman intitulé "Chronique des temps troublés" sur une révolte durant le règne de Selim III, Sultan ottoman. Ce qui semble intéressant dans cet ouvrage c'est la variété des points de vue qui permettent de sortir d'une vision manichéenne jusque là trop souvent présente dans la littérature bulgare traitant de ce thème; elle accorde aussi une place non négligeable à travers un de ses personnages au thème de l'islamisation non plus forcée mais volontaire de certains Bulgares¹².

Dans le droit fil des points de vue de Vera Mutaftchiéva, les universitaires et autres critiques littéraires bulgares invitent à une **démythologisation** du thème des Musulmans en Bulgarie et des Turcs en particulier. Selon eux, la blessure reste présente et les ressentiments difficilement balayés ; pour Marie Vrinat le rejet de tout ce qui est oriental, le caractère même péjoratif du terme "orientalski "en bulgare (auquel on préfère celui de "iztotchen "désignant de manière plus neutre "ce qui est à l'est") et les images négatives persistent au moins dans l'inconscient collectif¹³ et créent une mémoire certes nuancée par les travaux universitaires et les critiques de plus en plus nombreuses en Bulgarie (grâce notamment à l'ouverture des archives turques et bulgares) mais qui perdure avec les lieux de mémoire, vecteurs officiels de l'historiographie nationale.

B) "Lieux de mémoire" : diffusion et transmission de la mémoire collective

a) Manuels scolaires : vecteurs de l'histoire officielle

Avant d'aller plus loin, il est important de préciser l'avancée dans ce qu'on appelle aujourd'hui les "questions mémorielles" qu'a permis notamment en France la publication de la somme de Pierre Nora, Lieux de mémoire, dont l'expression est aujourd'hui rentrée dans le vocabulaire quotidien¹⁴. Comme l'a montré, l'historien à travers des exemples tirés de l'histoire et de la situation françaises, ces lieux de mémoire permettent par l'action d'une collectivité ou d'une institution qui les réinvestit et les charge en émotions de créer, une mémoire collective qui s'identifie alors à ces objets de mémoire. Ces objets peuvent être des tableaux, des livres, des monuments, des plaques commémoratives, des personnages historiques, des musées....

Ainsi la diffusion de l'histoire dans les manuels scolaires, édités selon les programmes officiels du ministère l'éducation nationale, participe grandement à la transmission de la mémoire et de l'histoire officielle rajoutée de toute sa charge émotionnelle afin de sensibiliser le public et de l'intégrer dans un processus d'identification émotionnelle. Les manuels scolaires permettent ainsi dès le plus jeune âge de façonner les futurs citoyens et de leur transmettre valeurs, discours nationaux, symboliques et personnages historiques qui à la fois légitiment l'existence de l'Etat-

11 Marie Vrinat-Nikolov, *ibid.* page 7.

12 Marie Vrinat-Nikolov, *ibid.* page 7 et 8.

13 Marie Vrinat-Nikolov, *ibid.* pages 9 et 10.

14 Pour en savoir plus, Pierre Nora, *Lieux de Mémoire*, Gallimard, Paris , 3 tomes, Tome 1: La République (1984) , Tome 2: La Nation (1987), Tome 3 : Les France (1992).

Nation mais surtout responsabilisent le citoyen dans sa relation à l'Etat-Nation ou à la Patrie dans ce sens qu'il est asséné d'un devoir envers l'Histoire. Les manuels scolaires sont ainsi un vecteur précieux du pouvoir politique pour la diffusion et la transmission de l'historiographie officielle. Et la Bulgarie sur ce point ne déroge pas à cette règle.

Les images et les commentaires que contiennent les manuels scolaires bulgares notamment les manuels d'histoire permettent aux mythes fondateurs de l'histoire officielle de se transmettre de génération en génération. C'est notamment à travers l'histoire des héros nationaux que la mémoire est officiellement entretenue : ainsi dans un manuel scolaire bulgare on trouve des commentaires comme le suivant: "Durant cinq siècles le peuple bulgare a vécu sous le joug ottoman. La lutte pour la liberté a donné beaucoup de grands Bulgares"¹⁵. La présence de ces héros ont l'avantage de personnifier la culture et les mythes nationaux et donc pour un public jeune d'identifier directement les origines de tel ou tel évènement et de faciliter ainsi leur assimilation (**Annexes 2, 3 et 4**). Ainsi l'épisode d'avril 1876 qui voit l'insurrection bulgare se monter contre les Ottomans et qui débouchera sur la guerre russo-turque et deux ans plus tard sur l'indépendance de la Bulgarie est l'objet de toutes les mythifications, de tableaux héroïques à la gloire des héros nationaux comme celle de **Vassil Levski (Annexe 5)** érigé en héros et bénéficiant d'un culte national, mythifié dans les manuels scolaires comme l'"Apôtre de la liberté bulgare" contre le joug ottoman¹⁶

Les mêmes manuels évoquent ce qu'ils appellent les "épisodes héroïques du réveil de la conscience nationale" les opposant à "l'esclavagisme ottoman". La puissance turque n'est évoquée que dans sa dimension de dominant politique et dans sa volonté d'islamisation forcée du peuple bulgare. Ainsi face aux héros de la nation, libérateurs du joug ottoman, on trouve des Turcs présentés dans les documents des manuels d'histoire (à l'image des représentations proposées dans beaucoup de romans) comme des barbares, des impies, des tyrans, des monstres sanguinaires. "Ils pillent, brûlent, tuent et amènent la destruction des palais, églises et livres"¹⁷. Les tableaux les figent d'ailleurs dans des attitudes sombres, menaçant et massacrant les Bulgares. Ainsi l'image donnée est celle des uniques violences perpétrées par les Turcs à l'encontre des Bulgares selon l'histoire officielle. D'ailleurs comme l'écrit Ghislain Garlatti, "la période ottomane est une source d'inspiration inépuisable pour décrire la barbarie à travers ce que les manuels appellent l'"esclavage turc".

Ce qui est intéressant c'est la part qu'occupe l'histoire de la période ottomane dans les manuels d'histoire bulgares: s'appuyant sur une comparaison et une moyenne réalisée entre une dizaine de manuels d'histoire de la période 1944-1989, Ghislain Garlatti, observe que les 482 années de domination ottomane ne constituent qu'environ 5% du contenu des livres d'histoire et qu'à l'inverse à la période du socialisme sont réservés 13% dans les corps des leçons de ces mêmes manuels. Cette différence reflète bien l'importance, en l'occurrence ici la non importance, que l'on veut accorder à la période ottomane. On peut ainsi parler d'une véritable volonté de négation officielle ou en tout cas de minimisation de la période ottomane dans l'histoire des Bulgares.

b) Musée identitaire : de la promotion de la mémoire officielle

Comme l'a étudié Pierre Nora et d'autres historiens, les musées sont de véritables lieux de mémoire, tout autant vecteurs de la diffusion de l'histoire et de la mémoire officielle pour l'Etat. La Bulgarie, jeune Etat-Nation va se doter de musées nationaux pour asseoir son existence à l'extérieur comme à l'intérieur de ses frontières. Mais comme le remarque justement Ivaylo Ditchev,

15 Ghislain Garlatti, *L'empreinte de la plus belle des histoires d'Etat : Histoire et mémoire, les Manuels d'histoire bulgares de la période 1944-1989*, Mémoire de D.E.A., Université Toulouse Le mirail, 2003.

16 Ghislain Garlatti, *ibid*, page 242.

17 Ghislain Garlatti, *ibid*, page 237.

la Bulgarie va se lancer dans l'entreprise du **musée identitaire** qui, au lieu de choisir de réunir le potentiel universel bulgare et d'attirer ainsi le public (mission générale des musées), va se circonscrire à un patrimoine national voire nationaliste en "choisissant" volontairement les périodes historiques à exposer et en omettant de manière tout aussi volontaire celles qui ne conviennent pas au tableau du patrimoine national comme défini par les autorités. Autant que les manuels scolaires ou la littérature à fort accent patriotiques, ces "musées identitaires" participent de la transmission d'un mémoire officielle, arbitraire et volontairement amnésique¹⁸.

Le Musée National d'Histoire est créé en 1973 par les proches de la fille de Teodor Jivkov, Lioudmila Jivkova dans le but "de réunir tout ce qui pourrait être, pour nous, Bulgares, une source de fierté"¹⁹. La fille du Président dirige d'ailleurs la culture dans les années 1970. Pourtant, si le musée a pour mission de rassembler ce qui a vocation à devenir l'endroit national par excellence de l'histoire bulgare, ni la période ottomane ni la minorité turque n'en font pas partie. Il semble que ce "Moi" national que le musée se doit de recomposer ne puisse dans les critères adoptés par le pouvoir officiel, incorporer en son sein ni les éléments de la présence ottomane ni ceux de la réalité contemporaine d'une minorité représentant pourtant près de 10% de la population bulgare: ces deux éléments semblent étrangers à ce "moi" national et identitaire que le musée représente symboliquement²⁰. Le contexte est évidemment peu propice à la reconnaissance nationale de la minorité turque étant donné les discriminations qu'elle subit de la part des autorités sous le commandement du Président Jivkov. D'ailleurs comme le souligne à juste titre Iwaylo Ditchev dans son article, en 1984, année d'ouverture au grand public du musée, le Comité central du Parti Communiste bulgare au pouvoir décida qu'il n'y avait pas de minorité ethnique en Bulgarie²¹. Le musée national incarnait alors la théorie officielle de l'absence de minorités en Bulgarie celles-ci étant présentées par le pouvoir, nous le verrons, comme des Bulgares islamisés de force durant la période de la domination ottomane.

Il en va de même pour les territoires locaux à fort enracinement identitaire turc où la négation de la minorité turque atteint des sommets caricaturaux. Le musée de Kardjali, cœur de la présence démographique de la minorité turque du pays, est créé dans les années 1980 en pleine période de discriminations et de négations par le pouvoir des minorités du pays notamment turque. L'exemple le plus frappant date de 1999, année durant laquelle dans ce musée on montre au public le véritable « kit identitaire » du Bulgare sans faire même mention des particularités locales de cette région du pays à forte présence turque, ni même rendre hommage à la singularité du bâtiment qui abrite le musée qui n'est autre qu'une ancienne école coranique²²! La bulgarité est une fois de plus glorifiée dans la négation la plus complète de la réalité locale de cette région. Mais dans les années 2000, Iwaylo Ditchev note le choix de la politique des musées bulgares, dû notamment à une amélioration des relations turco-bulgares, d'opter pour l'expression "occupation ottomane" en lieu et place de ce que traditionnellement on appelait "joug ottoman"²³.

Comme un pied de nez à la conception identitaire choisie par les autorités bulgares pour leurs musées, les étrangers sont intéressés eux par les minorités. D'où de nouvelles expositions sur les Tziganes, les Juifs, les Arméniens....²⁴ Ainsi un discours multiculturel prend place peu à peu sous l'influence de l'étranger : l'exemple de la ville de Plovdiv est significatif. Cette ville bulgare n'a pas hésité à faire valoir son caractère multiculturel et son métissage ancestral pour la victoire du titre de Capitale culturelle européenne en 1999. Idem côté tourisme où on vend les vertus de

18 Iwaylo Ditchev, "Les métamorphoses de l'identité bulgare : musée et imaginaire national", in *Ethnologie française*, 2001, numéro 2, page 329.

19 Iwaylo Ditchev, *ibid*, page 329

20 Iwaylo Ditchev, *ibid*, page 330.

21 Iwaylo Ditchev, *ibid*, page 330.

22 Iwaylo Ditchev, *ibid*, page 330.

23 Iwaylo Ditchev, *ibid*, page 331.

24 Iwaylo Ditchev, *ibid*, page 332.

métissage culturel bulgare pour attirer les étrangers. Evidemment ces nouveaux discours n'ont pas enterré les représentations et les visions patriotiques des musées bulgares même si chacun s'accorde à admettre les avancées en la matière.

II°) Les Turcs en Bulgarie : entre exclusion et intégration politique, sociale et culturelle:

A) Les politiques d'exclusion à l'égard des Turcs: assimilation, discriminations et expulsions

a) *Les débuts du communisme à l'égard des Turcs*

Il est important de souligner avant d'aller plus loin que la Bulgarie malgré des tensions n'a jamais connu de conflits intercommunautaires. Si certains groupes de la population nous le verrons ont subi des discriminations de la part des autorités, celles-ci n'ont pas dégénéré au point d'engendrer un affrontement communautaire.

Pour bref rappel historique, la Bulgarie devient indépendante en 1878 suite à une guerre de libération nationale qui l'oppose à la puissance coloniale, l'Empire ottoman, aidée très largement par le Grand frère russe. En 1944, le pouvoir communiste prend les rennes du pouvoir. Entre 1878 et l'avènement du communisme, hormis les périodes de guerre balkanique (1912-1913), de la 1^{ère} guerre mondiale et des années 1930 qui voient l'introduction de la dictature royale, le jeune Etat-Nation bulgare n'a pas mis en place de politiques d'assimilation à l'égard de ses minorités; ces dernières sont souvent des paysans, des petits agriculteurs de la région des Rhodopes ou de la région du Deliorman, à la situation économique et sociale précaire (les grands propriétaires terriens et les élites administratives turques ayant quitté le pays à l'indépendance bulgare).

Le but du pouvoir communiste est de faire adhérer les minorités et notamment la plus grande minorité du pays, les Turcs, à l'idée de révolution, à favoriser l'émergence d'une élite laïque. L'islam est alors vu comme un élément majeur de l'arriération socio-économique de la minorité turque et un obstacle à la modernisation socialiste : ainsi dans les années 1940 les waqfs* (fondations religieuses) sont nationalisées, idem en 1946 pour les établissements scolaires privés musulmans et en 1949 les medresas* (écoles coraniques) sont interdites et fermées; en 1952 l'enseignement de la religion est interdit dans les écoles publiques²⁵. Durant les premières années du pouvoir communiste, la politique à l'égard des minorités et des Turcs en général qui consistait à éduquer des populations considérées comme en retard sur le reste de la société et à leur faire intégrer les messages socialistes a pu permettre un certain nombre de changements sociaux : une certaine homogénéisation de la société bulgare avec une diminution des écarts de vie, l'industrialisation et le développement des transports avaient permis de désenclaver un tant soit peu les campagnes reculées, des mesures de quotas à l'égard des minorités avaient permis l'accès à la scolarité de celles-ci et les actions visant à réduire l'influence de l'islam avaient amoindri la signification religieuse de cette religion qui prenait de plus en plus des accents d'identité ethno-culturelle²⁶. Mais en même temps que l'islam était circonscrit à d'unique identifications culturelles, la stratégie du pouvoir communiste d'ériger une élite laïque turque fidèle aux idées socialistes a permis à la langue turque de faire l'objet d'un assez bon traitement. En témoigne selon Nadège Ragaru les mesures d'encouragement à la culture turque mis en oeuvre: apprentissage de la langue turque, pièces de théâtre, chants, danses, magazines en turc²⁷.

25 Nadège Ragaru, "Islam et coexistence intercommunautaire en Bulgarie post-communiste" pages 241-288, in Xavier Bougarel et Nathalie Clayer (ss dir. de), "Le Nouvel Islam Balkanique; les musulmans acteurs du post-communisme: 1990-2000", Maisonneuve et Larose, 507 pages, 2001.

26 Nadège Ragaru, *ibid.*

27 Nadège Ragaru, "Quel Islam en Bulgarie post-communiste", Archives de Sciences Sociales des Religions n°115, juillet-septembre 2001, page 4.

b) Exodes, assimilations et bulgarisation des Turcs

Pourtant en 1950 et 1951, un premier exode provoqué par les autorités communistes conduit plus de 150 000 Turcs bulgares à trouver refuge en Turquie mais le vrai basculement intervient au lendemain du plénum d'avril 1956 et correspond à la consolidation du pouvoir de Jivkov sur le parti communiste : le Comité central dénonce une montée de sentiments nationalistes au sein de la minorité turque et des fanatismes religieux. Le Comité central en 1958 va confirmer ces discours anti-islamique et anti-turquiste qui seront utilisés au service de l'assimilation des minorités. Les années 1960 et 1970 comme on l'a vu avec les musées identitaires, vont désormais ouvrir la voie à une conception mononationale dont l'incarnation politique passera par des mesures d'assimilation.

Et l'année 1984 voit l'application de méthodes fortes : une campagne d'assimilation forcée est lancée en décembre 1984. Appelée officiellement “ **processus de renaissance nationale**”, elle vise à éradiquer toutes traces d'une présence musulmane et turque en Bulgarie. Cette campagne va alors s'incarner dans une méthode de bulgarisation des noms turcs initiée tout d'abord dans la région des Rhodopes à forte présence turque²⁸. Même chose dans les régions du Déliorman et du Lovetch qui s'accompagnent au vu des résistances locales d'arrestations multiples. 850 000 Turcs bulgares changent leur nom en l'espace d'un peu plus d'un an²⁹. Le suffixe “-oglu” que contenaient la plupart des patronymes turcs se transforme en suffixe slave “-ov”³⁰. Evidemment une telle entreprise ne s'est pas réalisée sans heurts : on estime que plusieurs dizaines de personnes ont péri suite aux affrontements provoqués par ces mesures et à plusieurs centaines celles envoyées dans les camps avant d'être condamnés à l'exil intérieur³¹. On légitimait cette bulgarisation forcée des noms turcs par le fait que les minorités étaient en réalité des Bulgares de souche, islamisés et turcisés de force par les autorités ottomanes, enrôlés pour certains dans les troupes de janissaires* qui recrutaient principalement parmi les chrétiens. Le pouvoir ne faisait donc que permettre à ces personnes de renouer avec leurs origines et de revenir à leur véritable identité bulgare.

Les autres mesures vont alors s'enchaîner : suspension des journaux turcs, des émissions de radio en langue turque, interdiction de l'usage du turc en public. Les interdits touchent alors l'ensemble des pratiques culturelles et culturelles: de la circoncision des nouveaux-nés jusqu'aux célébrations matrimoniales et funéraires en passant par le port de vêtements traditionnels. Certains lieux de culte et cimetières vont être détruits.

La cause de cette politique d'assimilation brutale est difficile à identifier. Plusieurs hypothèses sont évoquées par les historiens : Moscou voulant adresser un avertissement à ses républiques turcophones de religion islamique; les autorités bulgares considérant une montée de l'islam radical en Turquie comme un danger à une éventuelle infiltration de fondamentalismes religieux en Bulgarie; peur du pouvoir à Sofia d'un nouvel expansionnisme turc considérant la minorité turque en Bulgarie comme une 5ème colonne acquise à la cause d'Ankara; crainte de

28 Rappelons que cette bulgarisation forcée des noms avait déjà touchée la minorité pomaque dans les années 1960 et 1970 sans avoir inquiéter les Turcs.

29 A ce propos, Nadège Ragaru souligne la stratégie inverse que certains jeunes de l'époque ont choisi à savoir garder les nouveaux noms slaves malgré le traumatisme afin selon eux d'augmenter leur chance lors d'une éventuelle émigration en europe.

30 Samim Akgönül, “*Roumélie: les Balkans encore Turcs*”? Outre terre , n°10, 2005.

31 Amnesty international déclare avoir reçu une liste de 100 victimes. Helsinki Watch estime elle entre 300 et 1500 victimes; les autorités bulgares communiqueront le nombre de 7 victimes (rapport d'Amnesty International de 1986 et de Helsinki Watch de juin 1986)

déséquilibres démographiques entre Turcs et Bulgares.

Pour faire face à ces mesures d'assimilation, des Turcs vont alors créer des organisations illégales pour la défense des droits des turcs comme le Mouvement de Salut National turc fondé à la mi 1985 ou le Mouvement turc de libération nationale. Des dizaines de leurs dirigeants seront poursuivis et emprisonnés pour activités terroristes³².

Les mouvements de protestation populaire débutent à la mi-mai 1989 où les contestataires engagent des grèves de la faim notamment dans le nord est du pays puis des manifestations dans les régions de Choumen et de Varna. Les manifestants appellent au rétablissement des droits culturels et religieux des Turcs bulgares tels que prévus par la constitution de 1971. Le mouvement gagne tout le Deliorman puis la région de Haskovo au sud. La réponse des autorités ne se fait pas attendre: répression et déplacements de population et exils des leaders d'opposition (en Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Autriche, Roumanie).

Le point d'orgue est atteint le 29 mai 1989 lorsque le président Jivkov annonce dans une allocution télévisée ce qu'il appelle ironiquement "la Grande excursion" à savoir que les "Bulgares musulmans" qui souhaitent émigrer sont autorisés à partir mais la mesure ne concerne que les seuls Turcs. Dans l'affolement entre 300 000 et 340 000 Turcs bulgares émigrent vers la Turquie voisine qui, débordée par l'afflux de personnes, ferme ses frontières le 21 août 1989. Ce départ brutal est considéré comme un des plus importants depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Mais les conséquences de ce départ s'annoncent catastrophiques pour l'équilibre social et économique de la société bulgare qui voit sa population amputée. Ce sont notamment les secteurs du bâtiment, des transports et de l'agriculture qui vont être particulièrement touchés. Les tragédies familiales se comptent aussi par milliers. En réponse, le gouvernement organise "une mobilisation civile en temps de paix" avec obligation pour les personnes de 18 à 60 ans de travailler douze heures par jour dans les campagnes. Ce qui ne sera pas sans conséquence en termes de ressentiments de la part des Bulgares à l'égard de Turcs. Pour ceux qui sont partis en Turquie, la réalité sur le terrain les a rappelé à l'ordre: difficulté d'adaptation à un monde très urbanisé notamment dans les grandes villes de l'Ouest (Istanbul Izmir...) alors que la plupart étaient originaires de régions rurales des Rhodopes ou du Deliorman; fossé entre l'image qu'ils s'étaient faits de la mère patrie (Anavatan) et la réalité stambouliote notamment en termes de pratique religieuse, culturelle et de différences linguistiques³³.

B°/ Recouvrement des droits de la minorité turque et processus d'intégration politique et sociale :

a) Recouvrement des droits culturels et linguistiques

A la suite de la politique d'assimilation des minorités musulmanes, notamment de la minorité turque qui a été sans conteste la plus touchée par ses mesures, et à la suite également du départ de près d'un tiers de la minorité turque de Bulgarie, on aurait pu penser à une explosion interethnique dans le pays. Car les ressentiments à l'égard de la minorité turque par les Bulgares étaient forts. De plus, les mesures d'assimilation forcée dans les domaines religieux et culturels avaient eu pour conséquence des processus de réaffirmation de l'identité ethnique et religieuse des Turcs bulgares voire de repli identitaire sur l'espace familial et communautaire comme stratégie de survie pour la préservation des pratiques culturelles³⁴. Ainsi, tous ces développements de la décennie 1980 viennent entamer l'équilibre certes fragile mais néanmoins présents entre Turcs de

32 Notamment ceux d'août 1984 de la gare de Plovdiv et de l'aéroport de Varna et de mars 1985 dans le train Bourgas Sofia et à l'hôtel Sliven. Voir: <http://bulgariehistoire.free.fr/dossierd/histoire.pdf>

33 Nadège Ragaru, - "Les visages de l'islam en Bulgarie" in Regards sur l'Est, 01 juillet 2003, URL : http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?

34 Nadège Ragaru, "Quel Islam en Bulgarie post-communiste?", page 7.

tradition musulmane et Bulgares de tradition orthodoxe³⁵.

L'exode des Turcs de Bulgarie vers la Turquie va donner un coup de massue à l'image de Jivkov à la fois à l'intérieur des frontières mais également sur la scène internationale. C'est principalement la question des minorités en Bulgarie qui va faire naître un compromis entre intellectuels désabusés de la situation politique et intercommunautaire du pays, prônant un changement rapide du régime et communistes tout aussi réformateurs. Le 10 novembre 1989, Jivkov est déposé et le 29 décembre 1989 la nouvelle équipe communiste au cours d'un plénum* extraordinaire décide l'abrogation des décrets d'assimilation levant ainsi les interdits qui frappent la communauté turque (choix des noms, pratique de l'islam, usage du turc, pratiques culturelles ...). Des contestations de Bulgares se font ressentir dans les régions à population mixte dont l'équilibre avec les populations musulmanes et turque en particulier a été largement détérioré par des décennies de discours anti-turc exacerbé et de politiques d'assimilation forcées. Bientôt les formations nationalistes vont dénoncer ces décisions. Mais à la suite de nombreux débats et tables ronde, les décisions sont confirmées auxquelles on apporte des nuances afin de ne pas inquiéter ceux qui y verraient l'opportunité pour des dissidences nationalistes turques : les drapeaux turcs ne doivent pas être déployés, la langue bulgare est la seule langue officielle, et les organisations à visées indépendantistes ou séparatistes sont interdites. Quant à la constitution du 12 juillet 1991, elle accorde aux représentants des minorités le droit d'utiliser et d'étudier leur langue maternelle et d'œuvrer au développement de leur culture et garantit en outre la liberté de conscience et de culte même si la religion orthodoxe a le statut de religion traditionnelle de la République de bulgarie. Plus tard, en février 1998, l'Assemblée nationale bulgare ratifie la Convention européenne sur les droits des minorités signée par le Président Petar Stoïanov à Strasbourg en octobre 1997.

Ces évolutions sociales et politiques ont permis d'apaiser la situation liée aux minorités en Bulgarie et a, au fur et à mesure des années banalisé le fait minoritaire en Bulgarie. Les nombreux débats suscités à la fin du régime de Jivkov sur la question intercommunautaire ont permis de créer toutes sortes de centres de recherche destinés à faire avancer la recherche vers une direction plus décomplexée. Ainsi la création du Centre d'Etudes sur les minorités Bulgares” présidée par l'historienne Antonina Jeliazskova qui a notamment été conseillère aux affaires ethniques durant la présidence Jeleu de 1990 à 1996.

Le 5 mars 1990 une loi est adoptée qui porte restitution des patronymes musulmans et un nouveau parti, le MDL, Mouvement des Droits et des Libertés, est autorisé à participer au scrutin de 1990 (23 sièges sur 400 pour une première participation au scrutin). Cette évolution politique va bouleverser la paysage politique bulgare qui se voit doté d'un nouveau parti qui s'engage à la défense des minorités et notamment turque.

b) Le rôle du MDL :

Si cette formation politique innove le paysage politique bulgare, elle n'est pas véritablement nouvelle du moins dans ses leaders qui sont pour la plupart issus des résistances faites contre le pouvoir de Jivkov aux mesures d'assimilations et qui avaient rejoint des structures clandestines citées plus haut et ont été arrêtés et emprisonnés à la suite de leurs actions. Le parti est officiellement formé à Varna le 4 janvier 1990, le parti a joué et joue un rôle important de part sa ligne modérée pour l'apaisement de la question communautaire en Bulgarie.

Sur des questions précises concernant les droits culturels des minorités et notamment des Turcs bulgares, le MDL revendique les libertés de culte et de pratiques culturelles: ainsi sur la question de l'enseignement du turc, le MDL revendiquait un enseignement obligatoire notamment dans les régions mixtes mais la loi sur l'éducation du 18 octobre 1991 apporte un enseignement

35 Nadège Ragaru, “ *Islam et coexistence intercommunautaire en Bulgarie post-communiste*” pages 241-288.

facultatif ; ainsi les jeunes turcs qui souhaitent étudier leur langue peuvent en bénéficier sur simple demande de leurs parents. Le MDL a permis également de régler la question du dédommagement des Turcs qui à l'été 1989 avaient précipitamment quitté la Bulgarie et qui à leur retour avaient perdu tous leurs biens (150 000 sur les plus de 300 000 sont revenus en Bulgarie). C'est la loi Dogan de juillet 1992, du nom du leader du parti Ahmed Dogan, qui permet la restitution intégrale des logements turcs et une indemnisation des familles.

En termes de stratégie politique, le MDL a bien pris les précautions nécessaires pour ne pas réduire ses discours à la seule minorité turque. Si celle-ci est évidemment séduite de part la genèse de la formation du parti, les leaders du parti et les souvenirs des politiques d'assimilation forcée des années 1980 régulièrement évoqués, le MDL souhaite échapper à cette image de "parti turc" qui réduit sa marche de manœuvre. D'où le fait que dans les années 1992-1993 le parti se soit tourné vers les minorités Rom et Pomak afin de séduire un nouvel électorat peu représenté. En juin 2001, un Pomak est élu député sur la liste du MDL.

Dans le même temps, le MDL s'est employé à adopter une ligne centriste et libérale dans le paysage politique bulgare, positionnement qui a placé le parti dans des systèmes d'alliances avec les grandes formations traditionnelles. Dans le cadre de l'exercice direct de gouvernement, le MDL a obtenu en juin 2001 au sein d'une alliance deux postes de ministres (agriculture et Forêts) et trois vice-ministres Développement régional, Défense et Finances) ainsi que la Direction du Conseil National sur les questions ethniques et démographiques³⁶. En prenant part de plus en plus à l'exercice du pouvoir le MDL perd alors l'argument qu'il agitait dans ses campagnes et ses discours et qui consistait à dénoncer la non représentativité nationale des minorités. De plus, les problèmes d'ordre économique et sociaux comme l'augmentation du taux de chômage qui touche les personnes les plus précaires notamment les minorités, l'augmentation du coût de la vie, le désengagement de l'Etat qui a entraîné la fermeture d'entreprises et une désorganisation du réseau social, n'ont pas été réglés par le MDL même lors de l'exercice du pouvoir.

Si le MDL récolte aussi les conséquences de la libéralisation économique, les changements sociaux dû à la fin du communisme avec les difficultés que cela entraîne dans l'exercice des responsabilités, il n'empêche que le rôle du MDL dans le processus de (ré-)intégration politique des minorités et notamment turque a été significative. Le MDL dispose même d'un journal hebdomadaire édité en version bilingue du nom du parti "Halk ve Özgürlükler".

Conclusion:

Il est clair que la fin du régime communiste et l'arrivée du MDL sur la scène politique nationale a permis une amélioration significative des droits octroyés aux minorités et notamment aux Turcs bulgares. La pression politique que permet la représentation parlementaire du MDL et l'exercice direct de gouvernement au sein des alliances, a facilité l'adoption de lois en faveur de leurs pratiques culturelles. Mais si les tabous tombent petit à petit, notamment ceux liés à la période communiste de la "renaissance nationale", et si la présence du MDL permet petit à petit une banalisation du fait communautaire en Bulgarie, les mentalités elles, ont besoin de temps. Les conséquences de décennies de discours anti-turc et d'images négatives nécessitent des années de travail de mémoire. Citons l'exemple de cette pièce de théâtre de l'écrivain bulgare Teodora Dimova qui en 2004 publie une pièce évoquant le drame vécu par les populations turques de Bulgarie soumise à la campagne de bulgarisation forcée des patronymes.

36 Nadège Ragaru, "Les visages de l'islam en Bulgarie", page 4.

Bibliographie :

Emmy Barouh, “*Etat-Nation et démocratie multi-ethnique: tâtonnements du modèle bulgare*”, in *Le Monde Diplomatique*, page 15, mai 2001.

Xavier Bougarel, « *Chronique bibliographique sur l'ouvrage de Bernard Lory : L'Europe balkanique de 1945 à nos jours* », in CEMOTI, n°24, Métropoles et métropolisation, URL: <http://cemoti.revues.org/document1454.html> consultée le 3 avril 2008.

Ivaylo Ditchchev, “*Les métamorphoses de l'identité bulgare: musée et imaginaire national*”, in *Ethnologie française*, pages 329 à 336, P.U.F., 2001.
URL: http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=ETHN_012_0329 consultée le 26 mars 2008

Sylvie Gangloff (ss dir.de), “*La perception de l'héritage ottoman dans les Balkans*”, Actes des journées d'études sur l'héritage ottoman dans les Balkans, IFEA (Institut Français d'Etudes Anatoliennes Istanbul), L'Harmattan, 226 pages, 2005.

Ghislain Garlatti, *L'empreinte de la plus belle des histoires d'Etat : Histoire et mémoire, les Manuels d'histoire bulgares de la période 1944-1989*, Mémoire de D.E.A., Université Toulouse Le mirail, 2003.

Svetla Moussakova, “*Histoire de la construction culturelle de l'Europe: transferts et politiques culturel en Bulgarie*”, Presses Sorbonne Nouvelle, 248 pages, 2007.

Nadège Ragaru,

-“Chronique bibliographique sur les ouvrages d'Ali Eminov *Turkish and other Muslim Minorities in Bulgaria*, Londres Hurst and Co, 1997 et de Valéri Stoianov, *Turското nacelenie vov Bulgariâ mezdu polûcite na etniceskata politika*, Sofia, Lik, 1998”, in CEMOTI (Cahiers d'Etudes sur le monde turco-iranien), n°26, L'individu en Turquie et en Iran.
URL: <http://cemoti.revues.org/documents636.html> consultée le 31 mars 2008.

-“*Quel Islam en Bulgarie post-communiste*”, Archives de Sciences Sociales des Religions n°115, pages 125-160, juillet-septembre 2001.
URL: <http://www.ehess.fr/centres/ceifr/assr/N115/007.htm> consultée le 31 mars 2008.

- “*Les visages de l'islam en Bulgarie*” in Regards sur l'Est, 01 juillet 2003,
URL : http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=404, consultée le 25 mars 2008.

- “*Islam et coexistence intercommunautaire en Bulgarie post-communiste*” pages 241-288, in Xavier Bougarel et Nathalie Clayer (ss dir. de), “*Le Nouvel Islam Balkanique; les musulmans acteurs du post-communisme: 1990-2000*”, Maisonneuve et Larose, 507 pages, 2001.

Assia Stantcheva, “*Le modèle ethnique bulgare ou la coexistence intercommunautaire apaisée*”, in Questions d'Europe n°32, Fondation Robert Schuman, 18 février 2002, URL: ????????

Marie Vrinat-Nikolov, “*L'image du “Turc” dans la prose bulgare des XIXème et XXème siècles: thème et variations sur un mythe identitaire balkanique*”, URL: http://ilit.bas.bg/bi/include.php?file=vrina2_r consultée le 29 mars 2008.

Sites internet : Lemonde.fr ; revues.org ; cemoti ; Lexpress.fr ; lenouvelobservateur.fr

Films : “*Vreme razdelno*”(Le temps de la rupture) et “*Otkradnatiochi*” (“Les yeux volés”)

VOCABULAIRE:

medresa : école coranique

plénium : réunion plénière d'une assemblée, d'un organisme

waqfs : fondations religieuses

janissaires : soldats de l'infanterie turque, qui servaient à la garde du Grand Seigneur. Constituant une troupe d'élite, ils étaient recrutés parmi [les](#) enfants enlevés aux populations vaincues.